



Centre d'Économie de la Sorbonne
UMR 8174 du CNRS
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
106-112 Bd. de l'Hôpital
75647 Paris cedex 13



La lettre du CES

<http://centredeconomiesorbonne.univ-paris1.fr/>

EDITO



AERES, bilan, analyse SWOT, classification des revues, faits marquants, moyens humains, interactions avec son environnement socio-économique ou culturel ! Nous sommes nombreux en cette période de préparation du prochain contrat quinquennal pour le Centre d'Économie de la Sorbonne mais aussi pour nos UFR ou l'École Doctorale à devoir nous approprier ce jargon bien technocratique. Souvent nous considérons que nous perdons un temps précieux qui pourrait être mieux utilisé pour la recherche, l'encadrement doctoral ou l'enseignement. Néanmoins, nous savons par ailleurs que cette évaluation conditionne nos moyens pour les années à venir et nous ne sommes pas insensibles au classement implicite qu'elle produit entre les unités.

Pour l'axe « économie mathématique et jeux », j'ai dû insister amicalement auprès de mes collègues pour qu'ils me communiquent tout ce qu'ils gardaient encore au fond de leurs tiroirs et qui pouvait enrichir le bilan, témoigner du rayonnement ou encore constituer des éléments innovants pour notre projet. Ensuite, les arbitrages furent difficiles quand il fallut résumer en cinq pages les thématiques scientifiques de 24 collègues sur cinq ans sans tomber dans le catalogue insipide. Enfin pour la production d'une fiche-résumé de deux pages en sachant que ce sera probablement la partie du rapport qui sera la plus étudiée, comment être à la fois juste et percutant en présentant en cinq documents, publications, faits, etc ... l'énorme investissement de tous les chercheurs de l'axe et la passion qui anime chacun quand il présente ses travaux personnels ?

Je voudrais cependant témoigner d'une retombée inattendue et extrêmement positive de ce travail. Etant membre de cet axe depuis sa création et auparavant au CERMSEM, je croyais bien connaître mes collègues et leurs thèmes de recherche. Déjà depuis septembre 2011, avec le lancement de l'atelier en économie théorique permettant de faire parler des doctorants et des membres de l'axe, j'avais redécouvert la diversité des sujets étudiés et des connexions inattendues même entre collègues très proches. La rédaction, la relecture, la correction du bilan de l'axe et les échanges qui les ont accompagnées, m'ont permis de découvrir de nouveaux aspects de l'activité scientifique de l'axe : thèmes de recherche, réseaux avec d'autres institutions, actions de vulgarisation et surtout la richesse et la diversité des publications.

Aussi, même si a priori la lecture peut paraître bien rébarbative, je conseillerais à tous les membres du CES de lire le bilan de l'unité pour d'abord mieux connaître leur environnement immédiat, ensuite trouver éventuellement de nouvelles opportunités de collaboration et nourrir la réflexion pour la prochaine étape qui sera de bâtir un projet fédérateur de toute l'unité.

Jean-Marc Bonnisseau, Professeur à l'Université de Paris 1, Directeur Adjoint du CES

BLOC NOTE

Workshop, SIRP

(Sustainable Investment Research Platform)
28 avril 2012 au Panthéon
Responsable : Gunther Cappelle-Blancard

Games and Strategy in Paris

Du 11 au 13 juin 2012
Institut Henri Poincaré,
Co-organisation (CES):
Joseph Abdou et Bernard De Meyer

Political economy and the outlook for capitalism

Co-organisée par l'AHE, l'IIPPE et l'AFEP
Du 05 au 08 juillet 2012
Responsables pour le CES
Nicolas Canry et Bruno Tinel,

Appel à communications Second International Conference - Environment and Natural Resources Management in Developing and Transition Economies

date limite : 30 juin 2012
17-18-19 octobre 2012
CERDI, Clermont - Ferrand
Co-organisation : Mathilde Maurel

La théorie du choix social comme outil pour les sondages politiques ?

Printemps 2012. La nature n'est pas la seule à se réveiller et exploser de toute part. En ces temps pré-électorales, les campagnes de candidats à la présidentielle vont bon train. Les dix candidats en lice s'affrontent par meetings interposés et en débats médiatisés. Leurs joutes verbales s'articulent évidemment autour de différents programmes de politiques publiques mais on peut observer, surtout depuis l'après guerre, un profond bouleversement du discours politique suite à l'apparition et au développement d'un phénomène relativement nouveau. En marge du contenu réel des programmes, les sondages d'opinion guident irrémédiablement le comportement des candidats. Et pour cause, les médias en raffolent et nous couvrent chaque jour d'informations concernant l'évolution des points de popularité des candidats tels que recueillis par un nombre sans cesse croissant d'instituts de sondage (BVA, CSA, Harris, IFOP, IPSOS, LH2, OpinionWay, TNS SOFRES,...).

Les sondages peuvent avoir un effet pernicieux sur le résultat d'élections

Il n'est pas un jour où l'on puisse échapper à la publication nouvelle d'un quelconque baromètre politique. Mais que mesure réellement un sondage ? Cette question peut apparaître provocatrice et injustement appliquée aux seuls sondages. En effet, on pourrait tout aussi bien se demander ce que mesurent les résultats d'une élection. Les sondages souffrent d'une étonnante vulnérabilité malgré tout le soin apporté par les scientifiques à leur élaboration. Souvent sommes-nous indignés, surpris ou dubitatifs face aux sondages publiés à quelques jours d'intervalle, voire le même jour, donnant des résultats divergents. Ces variations viennent autant de la complexité de la question posée (avoir une bonne opinion pour un candidat est une position très différente que d'avoir l'intention de voter pour lui,) que des différentes méthodes d'échantillonnage et de corrections de biais.

Que conclure, dès lors, sur des valeurs aussi fluctuantes ? Peut-on réellement « prédire » le résultat des élections présidentielles sur base de sondages d'opinion ?

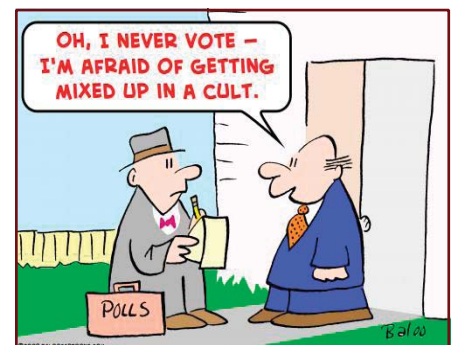
La réponse des statisticiens est claire à ce sujet : non ! Tout au plus ces sondages sont pour le chercheur et l'homme politique un moyen d'obtenir une évaluation plus fine des avis des électeurs et ce, malgré la popularité de ces sondages dans la presse et tout l'engouement que ceux-ci suscitent dans les rangs de campagne des candidats et auprès des candidats eux-mêmes. Encensés par les candidats qui s'en voient gratifiés et ouvertement critiqués par ceux pour qui ils sont défavorables. On reproche également aux sondages de « faire » l'élection, par l'influence qu'elles peuvent créer chez les électeurs. Dans ces conditions, la même critique pourrait être adressée aux campagnes électorales dont c'est le but avoué ! On identifie généralement deux types d'influence, rassemblés sous ce que l'on appelle le paradoxe de réaction, qui nous montrent que non seulement la prédiction donnée par un sondage sur un vote peut en changer l'issue mais pourrait à elle seule en déterminer l'issue. Il s'agit des effets bandwagon et underdog. Le premier a trait au soutien additionnel que pourrait recevoir un candidat placé en tête des sondages, séduisant de nouveaux électeurs attirés par l'image de vainqueur. Le second désigne la tendance à soutenir un candidat donné comme perdant, celui-ci mobilisant la sympathie de ses partisans et motiverait les pseudo-indifférents qui ne souhaitent pas la victoire annoncée. Face à ces deux effets contradictoires, comment un institut de sondage peut-il rendre publique une prédiction d'intention de votes qui soit juste, sachant que par là il va influencer les électeurs ? L'institut de sondage doit anticiper la réaction des électeurs consécutivement

à la publication des sondages, électeurs qui vont ensuite modifier leur comportement conformément à l'annonce et ainsi changer l'information rendue publique sur les intentions de vote, modifiant à nouveau le comportement des électeurs, etc. Dans quelque sens que soit infléchi le résultat des élections, le sondage influence le comportement des électeurs. L'électeur voit son opinion propre s'estomper par la prise en considération de l'opinion de ses compères, son jugement tend à s'effacer derrière celui des autres et l'on observe une sorte de massification de l'opinion. Si ces convergences d'opinion permettent aux instituts de sondage d'anticiper correctement les modifications itératives des comportements électoraux, la prédiction donnée par ces sondages s'avèrerait ainsi auto-réalisatrice. Si en ajoute à cela un aléa statistique de façon à tenir compte des impulsions psychologiques, les sondages seraient alors de bons prédicteurs. Mais les instituts de statistiques prennent-ils en compte, dans leurs modèles, les effets pervers du mode de scrutin ? Intègrent-ils dans leurs procédures les « paradoxes du vote » ?

Pourquoi voter ? Les effets pervers du mode de scrutin

Un des objets d'étude du choix social consiste en l'étude des procédures électorales en tant qu'agréations de préférences individuelles en préférence collective. Le terme paradoxe est à prendre ici au sens courant où on l'entend, à savoir le fait que l'on considère certaines propriétés désirables comme étant en toute logique satisfaites par un mode de scrutin, alors qu'elles ne le sont pas ! Par exemple, serait-il possible qu'un candidat aux élections présidentielles soit préféré à n'importe quel autre candidat par une majorité de Français sans qu'il ne soit élu ? Le candidat que je préfère peut-il être élu si je m'abstiens, et ne pas être élu si je vais voter ? Un vote « utile » peut-il nuire à son bénéficiaire ? La réponse à ces questions est positive dans le cas du scrutin majoritaire à deux tours utilisé pour les élections présidentielles françaises.

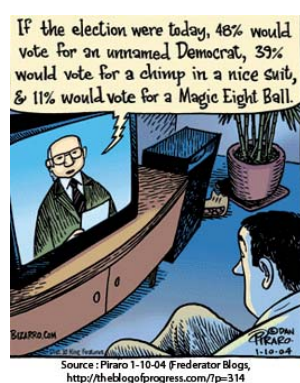
La théorie du choix social au sens moderne a vraisemblablement débuté en France avec les travaux de Borda et de Condorcet au XVIIIème Siècle. C'est d'ailleurs le nom de ce dernier que l'on associe à un candidat qui serait préféré à chaque autre candidat en confrontation deux à deux. On l'appelle vainqueur de Condorcet. A l'opposé, un candidat qui perdrait chacun de ses tournois par paire est appelé perdant de Condorcet. Selon les sondages publiés ces premiers mois 2012 concernant les intentions de vote au second tour, Marine Le Pen constituerait un exemple de perdant de Condorcet. S'il advenait qu'elle passe au second tour, elle perdrait alors par une large majorité et ce, quel que soit son adversaire. Par contre, selon le baromètre



Source : Baloo The Blog of Progress, <http://theblogofprogress.com/?p=314>

Ifop-Paris Match du 23 février 2012, François Bayrou serait quant à lui élu au second tour quel que soit son adversaire ! Il serait donc un vainqueur de Condorcet pour ces élections de 2012. Et pourtant, avec environ 13% d'intention de votes, il serait éliminé dès le premier tour et n'accéderait donc pas au second tour. A l'issue du second tour, il existera alors une majorité d'électeurs frustrés qui aurait préféré voir François Bayrou, élu plutôt que le vainqueur. Premier paradoxe !

Quel intérêt ont les électeurs à se rendre aux urnes ? Sans entrer ici dans une analyse sociologique de l'abstention, le critère intuitif de participation voudrait qu'un électeur ait toujours intérêt à donner sa voix aux candidats qu'il préfère aux deux tours. Supposons que chaque votant s'exprime selon ses véritables préférences, qu'il exprime son vote sincèrement, et que ses préférences en termes de classement des candidats soient immuables, c'est-à-dire que ses préférences restent identiques d'un tour à l'autre. Pour des raisons de concision et d'exposition pédagogique, supposons également que seuls trois candidats soient en lice et que les préférences suivantes, fictives même si plausibles, soient observées



30 : Hollande > Bayrou > Sarkozy
31 : Sarkozy > Bayrou > Hollande
10 : Bayrou > Sarkozy > Hollande
12 : Bayrou > Hollande > Sarkozy

qui s'interprètent comme : 30 électeurs ont pour premier choix Hollande, second choix Bayrou et troisième choix Sarkozy. Ces mêmes électeurs choisissant donc Bayrou en cas de second tour entre Bayrou et Sarkozy. Les autres préférences s'interprètent de manière similaire.

Au premier tour, Hollande et Sarkozy l'emportent avec respectivement 30 et 31 voix, contre 22 pour Bayrou, éliminé de la course. Au deuxième tour, Hollande recueille 30 et 12 voix, soit donc 42, tandis que Sarkozy recueillerait 31 et 10 voix, soit donc 41. Hollande remporte les élections.

Supposons maintenant que 16 sarkozystes s'abstiennent de voter aux deux tours, découragés de voir leur candidat préféré annoncé comme perdant au second tour. Le profil des préférences reste inchangé pour les autres électeurs mais on n'observe désormais plus que 15 électeurs ayant pour ordre de préférence Sarkozy > Bayrou > Hollande. Ainsi au premier tour, Hollande recueille 30 voix et Bayrou 22 voix, contre seulement 15 pour Sarkozy. S'affrontent alors au second tour Hollande et Bayrou, recevant respectivement 30 et 37 voix : Bayrou deviendrait président ! En s'abstenant, les 16 sarkozystes voient ainsi passer Bayrou au lieu de Hollande, soit donc un meilleur résultat à leurs yeux. Deuxième paradoxe !

Est-il maintenant possible qu'un candidat souffre d'un trop grand soutien ? Reprenons la situation de préférences initiale. On a vu qu'Hollande sortait vainqueur de ces élections. Continuant sa campagne jusqu'au bout, supposons qu'Hollande parvienne à séduire une partie de l'électorat sarkozyste et que 11 électeurs changent leur ordre de préférence de Sarkozy > Bayrou > Hollande à Hollande > Sarkozy > Bayrou. Au premier tour Hollande, Sarkozy et Bayrou récoltent respectivement 41, 20 et 22 voix, et au second tour l'affrontement entre Hollande et Bayrou donne Bayrou vainqueur par 42 voix contre 41. En ayant convaincu une partie de l'électorat sarkozyste de voter pour lui, Hollande s'est fait évincé de la présidence. Troisième paradoxe !

Ces paradoxes ne sont évidemment pas l'apanage du seul scrutin à deux tours des présidentielles françaises, mais notre but n'était que

d'illustrer les difficultés inhérentes à la prédiction de résultats sur base seulement de sondages. A noter que d'autres paradoxes tout aussi impressionnants sont également observés par ce système, mais que nous n'avons pas abordés, et que nous avons également laissé de côté la possibilité pour les électeurs de procéder à un vote stratégique. Ainsi, si les méthodes statistiques employées dans l'élaboration et l'interprétation des sondages se veulent de plus en plus précises, intégrant des paramètres psychologiques et sociologiques, leur précision prédictive serait améliorée par l'intégration à ces modèles des effets mécaniques du mode de scrutin, que l'on a nommés paradoxes.

Jean-François Caulier,

Maître de Conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Ses recherches portent sur la théorie des jeux coopératifs et les réseaux.



Agnieszka Rusinowska,

Directrice de recherche au CNRS. Ses thèmes de recherche sont la Théorie des Jeux et la Théorie du choix social, plus précisément : la formation de réseaux et de coalitions, l'influence dans les réseaux sociaux, les modèles dynamiques des réseaux, le vote et les indices de pouvoir, l'approche de l'algèbre relationnelle aux concepts de la théorie des jeux et du choix social.



NOMINATIONS

Mireille Chiroleu-Assouline, nommée au Comité national de la recherche scientifique, section 37.

Agnieszka Rusinowska, nommée au Comité national de la recherche scientifique, section 37.

AGREGATIONS

Christophe Boucher, MCF à l'Université de Paris 1

François Facchini, MCF à l'Univ. de Reims, rattaché au CES

Nicolas Jacquemet, MCF à l'Université de Paris 1

Ils ont fait leur thèse au CES et sont agrégés

Marc Ferraci (Directeur de thèse, Pierre Cahuc)

Raphaël Giraud (Directeur de thèse Louis Levy-Garboua en co-direction avec Michèle Cohen)

Olivier l'Haridon (Directeur de thèse André Zylberberg)

Jean-François Jacques (Directeur de thèse P.-Y. Hénin)

Alexis Parmentier (Directeur de thèse, Pierre Cahuc)

Xavier Pautrel (Directeur de thèse J.-C. Berthélémy)

Crise politique en France et en Italie

La question des réformes structurelles à mettre en œuvre dans les pays membres de l'Union Européenne est constamment évoquée dans le débat public, et le sujet est plus vif depuis la Grande Récession entamée en 2008. Ces réformes structurelles ont trait par exemple au marché du travail, au financement de la protection sociale ou à la régulation des marchés financiers. Le débat, limité à sa dimension technique, laisse à croire que le choix des réformes est dicté par des considérations d'ordre purement économique, l'identification d'un first best ou d'un second best relevant des conseillers économiques qui entourent les décideurs publics. Par contraste, le succès ou l'échec d'une réforme est habituellement attribué à la présence ou à l'absence de soutien politique dans la population, et au veto que certains groupes sociaux peuvent exercer en droit ou en fait.

Ce type d'analyse fait la distinction entre les motivations de décideurs publics considérés comme des planificateurs sociaux et les motivations à courte vue des électeurs. Autrement dit, on suppose que les gouvernements souhaitent faire le bonheur des gens malgré eux et que le peuple n'a qu'à bien se tenir s'il veut augmenter son bien-être. Il est étonnant de constater que cette manière d'envisager la politique économique est aussi répandue chez les économistes, alors que tous les modèles standards tracent naturellement le lien entre offre et demande, et traitent de l'interaction stratégique avec la prise en compte des incitations et l'utilisation de la théorie des jeux.

Un raisonnement alternatif est de supposer la même rationalité du côté de l'offre et de la demande politique. Comme sur le marché des biens, dans le champ politique, les citoyens rationnels recherchent avant tout à satisfaire leur intérêt propre. Une manière simple d'approcher les intérêts de chacun est d'identifier les agents à leur statut socio-économique : niveau de revenu, mais également type de ressource, positionnement sur le marché du travail, etc. Un corollaire à cette hypothèse est qu'il n'y a pas de raison de supposer que l'agrégation des préférences individuelles hétérogènes aboutisse à la définition d'un bien commun. On peut par contre très bien supposer la formation de coalitions entre agents aux intérêts a priori divergents. L'avantage d'un tel cheminement est qu'il permet d'étudier le choix des réformes structurelles en lien avec les intérêts des agents, et donc de lier offre et demande politique. Dans ce cadre théorique, on suppose que le décideur public va ainsi choisir la réforme qui lui assure le soutien politique dont il a besoin pour rester en place ou le soutien électoral indispensable pour être réélu. Le raisonnement stratégique est bien évidemment possible, laissant la possibilité au politicien d'influencer la formation des coalitions. La demande politique a elle aussi sa propre dynamique, et le côté multidimensionnel du vote en est la meilleure illustration : un chômeur ne votera pas seulement en fonction de la politique mise en œuvre sur le marché du travail, mais peut aussi avoir un intérêt à soutenir la TVA sociale par exemple.

Prenons plus particulièrement l'exemple de la France et de l'Italie. Toutes deux font partie des pays européens dont le diagnostic a été posé de longue date par les organisations internationales : ces deux pays, dont les institutions économiques sont jugées sclérosées, doivent mettre en œuvre des réformes structurelles afin de s'adapter au nouveau système de capitalisme, parfois également appelé globalisation ou tout simplement 'contrainte extérieure'. L'analyse classique que l'on retrouve dans les journaux, mais aussi dans le discours de nombreux économistes, aboutit à la conclusion que bien que ces programmes soient indispensables, ils n'ont pas su être mis en place au sein de ces économies soit par incompetence de leurs dirigeants, soit par ignorance de leur population. Mais on pourrait tout aussi bien partir de la demande politique et observer le faible soutien politique de ces réformes, sans avoir besoin de poser au préalable le niveau d'ignorance des électeurs. Si la base sociale nécessaire pour soutenir les réformes n'est pas stable, ou pire complètement absente, alors les réformes sont forcément inexistantes. La difficulté politique réside dans le fait que la base sociale d'un gouvernement est rarement issue d'un seul groupe socio-économique. Autrement dit, il est essentiel de former une alliance socio-politique élargie entre groupes économiques différents pour établir un bloc social dominant. Le rôle du pouvoir politique est de sélectionner les demandes sociales qui seront satisfaites et celles qui seront sacrifiées. Plusieurs paramètres influencent cette décision: l'idéologie partisane, la disponibilité des ressources et le contexte macro-économique, le contenu précis des demandes et leur compatibilité réciproque, etc. Mais le principal critère que les acteurs politiques doivent prendre en compte est la capacité des différents groupes sociaux à fournir un soutien électoral et plus généralement politique en échange de la satisfaction de leurs revendications. Ce sont au final les demandes du bloc social dominant qui seront satisfaites par le gouvernement.

Le cadre théorique présenté ici est mis en application dans une étude à paraître, faisant l'analyse de la demande politique en France et en Italie¹. Nous montrons que ces deux démocraties vivent dans une crise politique permanente depuis les années 1990. La crise politique,

brièvement définie par l'absence de bloc social dominant, persiste jusqu'à ce qu'une stratégie politiquement validée de médiation entre les attentes sociales soit trouvée. L'étude de la dynamique de la demande politique permet de révéler que les bases sociales du pouvoir, en France comme en Italie, étaient stables jusqu'aux années 1980, se sont progressivement délitées dans les années 1990, jusqu'à aboutir à une crise politique entamée en 1992 en Italie, et visible à partir de 2002 en France.

La crise a éclaté en Italie avec une longue série d'enquêtes judiciaires qui a conduit à la disparition des principaux partis de gouvernement de cette époque. En France, les manifestations de la crise politique furent la présence du candidat du Front National au second tour de l'élection présidentielle de 2002, ou encore la victoire du « Non » au référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005 contre la

Si la base sociale nécessaire pour soutenir les réformes n'est pas stable, alors les réformes sont inexistantes



Elvire Guillaud

Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Outre l'analyse de la dynamique des demandes politiques, certains de ses travaux récents portent sur les déterminants des préférences individuelles pour la redistribution et le rôle de la fragmentation des partis politiques dans la mise en œuvre des politiques économiques. Dernier article paru : «Preferences for redistribution: an empirical analysis over 33 countries», *Journal of Economic Inequality*, 2011.

position de la majorité des parlementaires. La réponse politique dans les deux démocraties a été de mettre en œuvre une politique néolibérale visant à agréger un nouveau bloc social dominant².

Le noyau dur du bloc social néolibéral est le même dans les deux pays : indépendants, commerçants, artisans et petits entrepreneurs. Mais ce noyau dur constitue une minorité de l'électorat. En France, pour constituer un bloc social dominant, il faut y agréger les employés du privé. En Italie, il faut y ajouter les classes précaires. La stratégie néolibérale, à cause de la structure sociale différente des deux économies, ne vise donc pas la formation du même bloc social dominant. Mais la crise économique a modifié les conditions de succès de ces réformes, en affectant les conditions dans lesquelles les alliances politiques se forment. En Italie, la stratégie de Berlusconi visant à favoriser le cœur de son électorat via la flexibilisation du marché du travail (baisse des salaires réels et flexibilité du statut des travailleurs) ne pouvait être gagnante qu'en cas de croissance économique forte permettant aux classes précaires d'en goûter ses fruits.

Ce choix politique, très différent et quasiment opposé à celui de Sarkozy, explique l'extrême faiblesse du plan de relance présenté en 2008 par le gouvernement italien. Pourtant la crise, en faisant obstacle à la croissance, a éloigné les classes précaires du gouvernement, poussant à l'extrême les lignes de fracture à droite. La stratégie de Berlusconi a échoué, et un gouvernement 'technique' mené par Monti a été mis en place. En France, la stratégie de Sarkozy supposait une flexicurité à la danoise, politiquement envisageable qu'en cas de faible chômage. Sarkozy a donc choisi l'abandon (provisoire ?) d'une réforme libérale du marché du travail qui aurait effrayé les employés du privé. Ce choix stratégique différent est également lié à la position de la gauche dans les deux pays. En Italie, la gauche n'offrait pas d'alternative à la droite de Berlusconi. En France, la gauche offrait jusqu'à présent protection aux employés du privé, qui pouvaient être tentés de faire défection à la droite si celle-ci choisissait une réforme libérale pure. La campagne électorale de 2012 en France va permettre de cristalliser ces choix, chaque candidat se positionnant par rapport à l'autre. On peut alors lire cette campagne comme la tentative par chacun des candidats d'agréger un nouveau bloc social dominant, favorisant les attentes de certains groupes plutôt que d'autres en fonction de la stratégie choisie.

¹ Les résultats pour la France discutés ici sont présentés dans l'article de B. Amable, E. Guillaud et S. Palombarini : "Changing French Capitalism: Political and Systemic Crises in France", *Journal of European Public Policy*, 2012 (à paraître). La comparaison systématique avec l'Italie est présentée dans l'ouvrage de B. Amable, E. Guillaud et S. Palombarini : *L'Économie politique du néolibéralisme. Le cas de la France et de l'Italie*, Editions Rue d'Ulm, Opusculum Cepremap, mai 2012 (à paraître).

² Notons ici, pour éviter toute ambiguïté, que contrairement au laisser-faire l'ordre de marché concurrentiel n'est pas un ordre naturel mais un ordre construit pour le néo-libéralisme, ce qui laisse entrevoir la possibilité d'un programme politique visant à l'établir et à le préserver.

OUVRAGES



Amable Bruno, Guillaud Elvire, Palombarini Stefano, *L'Économie politique du néolibéralisme. Le cas de la France et de l'Italie*, Editions Rue d'Ulm (2012) 100 p.



Andreff Wladimir, *Mondialisation économique du sport*, De Boeck (2012) 488 p.



Betbèze Jean-Paul, **Bordes Christian, Couppey-Soubeyran Jézabel** et Plihon Dominique, *Quelles leçons de la crise pour les banques centrales ? Débat autour d'une refondation de leurs missions*. Documentation française et conseil d'analyse économique, février 2012



De Boissieu Christian, Delvolvé Pierre, Jaffrelot Christophe, Esper Philippe, *Un monde sans Europe ?*, Fayard (2011) 250 p.



Farchy Joëlle, Ranaivoson Heritiana, *Comment mesurer la diversité des expressions culturelles : Application du modèle de diversité de Stirling à la culture*, Unesco Institute for Statistics (2011) 138 p.



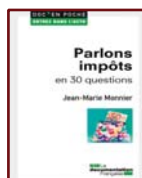
Giraud Gaël et Renouard Cécile, *Vingt propositions pour réformer le capitalisme*, Flammarion, coll. Champs, 3ème édition, révisée. (et G. Giraud, dir.)



Herrera Rémy, *Avances revolucionarias en América Latina*, FEDAEPS (Quito) (2012) 183 p.



Monjardet Bernard, Caspard Nathalie, Leclerc Bruno, «Finite ordered sets: concepts, results and uses», Cambridge University Press (2012) 330 p.



Monnier Jean-Marie, *Parlons impôts en 30 questions*, La Documentation Française (2012) 96 p.



Vercellone Carlo, *Capitalismo cognitivo. Renta, saber y valor en la época posfordista*, Prometeo Libros (2011) 249 p.



Vernières Michel (dir.), *Patrimoine et développement, études pluridisciplinaires*, Karthala, 2012

LABO EN PRATIQUE

À l'Université de Paris 1. S. Brice et O. Monnier vous reçoivent dans le bureau 107 et sont joignables par e-mail à l'adresse : soscomp@univ-paris1.fr.

Ce service assure l'installation et la maintenance de vos postes de travail. Il centralise aussi toutes les demandes qui seront ensuite traitées par l'assistance de la DSI, comme par exemple les ouvertures d'adresse mail, l'accès au réseau etc.

Le service informatique a évolué au cours de cette dernière année et a plusieurs projets en cours.

L'été dernier, d'importants travaux réseaux ont été réalisés afin d'améliorer nos accès. Des prises réseaux (un peu plus de 200) ont été rajoutées dans différents bureaux afin que chaque ordinateur puisse avoir sa propre prise. Les switchs des locaux techniques ont été remplacés par des switchs « intelligents » et plus rapides (1Gb/s) permettant à la DSI de configurer chaque prise à distance.

Le WIFI a été déployé sur tous les étages. Deux modes d'accès sont proposés (<http://www.univ-paris1.fr/services/wifi/connexion/>) :

- 2 portails captifs (pas besoin de configuration): eduspot (accès internet uniquement) et universite-paris1 (accès internet et impression sur le réseau)

- Le service eduroam qui permet une navigation sécurisée

Un accès wifi peut être créé pour les colloques organisés à la MSE, pour cela vous devez effectuer une demande auprès du Service Informatique. Tous les utilisateurs sont soumis au respect de la charte informatique de l'Université.

Au sein du CES, vous disposez de logiciels de calcul de type « jetons » qui peuvent être installés sur vos postes. Lorsque vous lancez le logiciel celui-ci vérifie qu'un jeton est disponible et vous l'octroie, dès que vous fermez le logiciel le jeton est libéré. Actuellement Stata 11 MP2 et Matlab sont disponibles. Cette mutualisation des moyens est simple à mettre en place et économe en licences à acheter.

De plus, deux machines de calcul sous linux sont disponibles pour lancer des gros traitements.

Le service Informatique va bientôt s'équiper d'une solution de gestion de parc (KACE) multi OS (Windows, Mac et Linux) qui va lui permettre d'améliorer la sécurité sur vos postes. Grâce à cet outil, la mise à jour de vos postes et notamment des antivirus ainsi que le déploiement de logiciels comme Firefox, Thunderbird, SAS se feront de manière automatique. Les installations des nouveaux postes se feront aussi de manière automatisée permettant de réduire au maximum le temps de préparation des postes. De plus, afin de répondre au mieux à la nouvelle réglementation, nous allons mettre en place une Politique de Sécurité du Système d'Information et pour se faire déployer un Active Directory « CES » qui va permettre d'utiliser votre login et mot de passe de messagerie pour ouvrir votre session de votre poste et d'utiliser les différents services centralisés (impression, partage de données et plus tard sauvegarde).

THESES SOUTENUES depuis septembre 2011

- **Marc Aoudi**, 17 décembre 2011, *Agglomeration: Network and market access in the new economic geography* (J.-L. Mucchielli, dir.)

- **Thomas Baron**, 09 décembre 2011, *Politique monétaire, monnaie et bulles sur les prix d'actifs* (Christian Bordes, dir.)

- **Jonathan Benchimol**, 09 décembre 2011, *Modèles DSGE nouveaux keynésiens, monnaie et aversion au risque*, (C. Bordes, dir.)

- **Sonja Brangewitz**, 27 février 2012, *Coalitional and strategic market games* (programme EBIM, Gaël Giraud et Walter Trockel, université de Bielefeld, dir.)

- **Charlotte Cabane**, 1er décembre 2011, *Leisure sports participation and labour market integration* (Wladimir Andreff, dir.)

- **Christophe Cahn**, 06 décembre 2011, *Essais sur la concurrence imparfaite en macroéconomie* (Michel Juillard, dir.)

- **Francisco Cintra**, 24 janvier 2012, *Croissance et distribution des revenus au Brésil : approches théorique et historique* (R. Herrera, dir.)

- **Mathieu Couttenier**, 21 novembre 2011, *Natural factors, political influence, institutions and culture: A contribution to the fundamental causes of economic development* (Thierry Mayer, dir.)

- **Patrick Domingues**, 07 décembre 2011, *Civil war and human capital: evidence from Mozambique* (Jean-Claude Berthélémy, dir.)

- **Jan-Philip Gamp**, 28 février 2012, *Games and their relation to Markets* (programme EBIM, Jean-Marc Bonnisseau et Walter Trockel, université de Bielefeld, dir.)

- **Hemmi Croes Gonzales**, 25 octobre 2011, *Transformations économiques et formes d'Etat au Venezuela : un siècle de « capitalisme pétrolier »* (Rémy Herrera, dir.)

- **Samuel Gorohouna**, 14 décembre 2011, *Dynamiques des inégalités dans un pays pluri-ethnique. Le cas de la Nouvelle-Calédonie* (Jean-Pierre Laffargue, dir.)

- **Mathilde Guergoat-Larivière**, 25 novembre 2011, *La qualité de l'emploi en Europe : une perspective dynamique et institutionnelle* (Christine Ethel, dir.)

- **Amélie Guillin**, 24 octobre 2011, *Essays on international trade and investment in services* (Lionel Fontagné, dir.)

- **Laurent Iboudo**, 20 octobre 2011, *Analyse institutionnelle des politiques de développement du Burkina Faso : 1960-2010* (Rémy Herrera, dir.)

- **Marie-Joëlle Kodjovi**, 22 novembre 2011, *La participation des usagers à la régulation des services d'eau en France* (Claude Ménard, dir.)

- **Martin Konig**, 15 décembre 2011, *Essais sur la congestion dans les transports à Paris* (Pierre Kopp, dir.)

- **Natalia Kyui**, 2 décembre 2011, *Microeconomic analysis of tertiary education demand and returns to education* (Michel Sollogoub, dir.)

- **Michela Limardi**, 03 novembre 2011, *Trade policy, government and non-state regulation of international labour and environmental standards* (Lionel Fontagné, dir.)

- **Julien Martin**, 10 octobre 2011, *Prices and quality in international trade* (Lionel Fontagné, dir.)

- **Sophie Massin**, 21 décembre 2011, *Approches économiques des comportements d'addiction* (Pierre Kopp, dir.)

- **Pierre-André Maugis**, 16 novembre 2011, *Multivariate dependence in financial markets: conditional correlation and vine copulas* (D. Guegan, dir.)

- **Maniel Mazoud**, 13 janvier 2012, *Analyse de l'évolution de la structure du système financier tunisien entre banque et marché* (Christian Bordes, dir.)

- **Yasser Moullan**, 24 novembre 2011, *Medical brain drain, foreign aid and human development: four empirical essays on international migration* (Jean-Claude Berthélémy, dir.)

- **Adesewa Sophie Osotimehin**, 19 septembre 2011, *Aggregate fluctuations and market frictions: the role of firm and job flows* (J.-O. Hairault, dir.)

- **Francesco Pappada**, 20 septembre 2011, *Aggregate implications of firm heterogeneity and credit market frictions* (Philippe Martin, dir.)

- **Catherine Pollak**, 27 septembre 2011, *Conditions de travail et transitions de fin de carrière : une comparaison européenne* (B. Gazier, dir.)

- **Loriane Py**, 24 octobre 2011, *The organization and location of production in a globalized economy* (Thierry Mayer, dir.)

- **Patrick Rakotomaroahy**, 15 novembre 2011, *Estimation theory for non parametric methods and application to forecasting macroeconomic variables* (Dominique Guegan, dir.)
- **Emeran Nziali Teukam**, 28 novembre 2011, *Les théories contemporaines de l'entreprenariat et la performance macroéconomique. Une perspective sur l'innovation et la distribution de la taille des firmes* (Bruno Amable, dir.)
- **Ha Huy Thai**, 30 novembre 2011, *Equilibre sur les marchés financiers – croissance optimale et bien être social* (Cuong Le Van, dir.)
- **Quang Thong Truong**, 2 décembre 2011, *Banking competition and SMEs financing – the case of Vietnam* (Cuong Le Van, dir.)
- **Sandrine Wachon**, 28 novembre 2011, *Les enjeux stratégiques du développement durable dans le contexte européen : une question de valeurs pour RTE* (Mireille Chiroleu-Assouline, dir.)
- **Peerapat Wongchaiwat**, 13 décembre 2011, *Politique de dividende des entreprises sur les marchés émergents d'Asie* (T. Chauveau, dir.)
- **Hiroaki Yamagami**, 07 décembre 2011, *Développement durable et politiques fiscales* (Mouez Fodha, dir.)
- **Pei Yu**, 3 décembre 2011, *Agglomération, MNC's location and co-location strategies: an application to chinese economy* (Jean-Louis Muchielli, dir.)

RAPPORTS & EXPERTISES

- **Coupey-Soubeyran Jézabel** (en coll. Avec Olivier Garnier, Jean-Paul Pollin) : «Financement de l'économie dans le nouveau contexte réglementaire », Rapport du conseil d'analyse économique, à paraître à la Documentation française.
- **Coupey-Soubeyran Jézabel**, Participation au jury ddu prix du meilleur article financier, de *Lire l'économie & Amundi*. 29/03/2012
- Betbèze Jean-Paul, **Bordes Christian**, **Coupey-Soubeyran Jézabel** et Plihon Dominique, *Quelles leçons de la crise pour les banques centrales ? Débat autour d'une refondation de leurs missions*. Documentation française et conseil d'analyse économique, février 2012
- Farchy Joëlle**, Ranaivoson Heritiana, *Comment mesurer la diversité des expressions culturelles : Application du modèle de diversité de Stirling à la culture*, Unesco Institute for Statistics (2011) 138 p.
- **Levy-Garboua Louis**, Participation à la commission interdisciplinaire CID 44 du CNRS (Cognition, Langage, Traitement de l'information, Systèmes naturels et artificiels), février.

INVITATIONS

Annie Cot

Invitation pour une série de conférences, dont deux conférences invitées dans des colloques, au Japon (Yokohama National University, Tokyo Woman's Christian University, University of Nagasaki) du 15 au 25 mars 2012

Julio Dávila

Invitation pour enseigner un cours (20h) "Bargaining Theory" à l'Université Chulalongkorn à Bangkok, 19-31 Janvier 2012

Raphael Douady

- Invitation à New York University Polytechnic Institute, dept of Financial risks, Mars-juin 2012. J'y donne entre autres un cours sur le risque de crédit et de contrepartie, et les dérives de crédit.
- Invitation à l'université du Shandong (Jinan, Shandong, Chine) mais quelques jours seulement en février.

Cuong Le Van

- Invité par Research Institute for Economics and Business Administration de l'université de Kobe du 27 février au 28 mars 2012.
- Organisation et intervention au workshop de l'Institut Européen de Régulation Financière (EIFR) sur la Valorisation des Instruments Complexes le 9 mars 2012

- Organisation et intervention à la conférence de l'Institut Louis Bachelier sur le risque systémique (5th Financial Risks International Forum), 23 mars 2012

Louis Levy-Garboua

Séjour de recherche au CIRANO (Centre Interuniversitaire de Recherche pour l'Analyse des Organisations) à Montréal, fin novembre-début décembre.

Antoine Mandel

Bourse de l'institut pour New economic thinking pour le projet Analytical Aspects of real-financial linkages in systems of heterogeneous agents, mars 2012

CONFÉRENCES ET CONTRIBUTIONS POUR DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Jean-Marie Monnier

- Conférence sur "Pourquoi la réforme fiscale est nécessaire ?", Semaine Nationale de l'Economie et de la Gestion, Université de Bourgogne, IAE de Dijon, 22 mars 2012
- Intervention dans le cadre du "Jeudi d'actu", "Pourquoi l'impôt doit-il être réformé ?", Bibliothèques municipales de la ville de Paris, Bibliothèque Couronnes, le 10 mai 2012

INVITÉS AU CES

Jean-Louis Arcand, HEI, Genève, 27 février au 02 mars 2012 Peter Egger, University Zurich, mars-avril 2012

Luca Benati, Université de Berne, février 2012

Ujjayant Chakravorty, Professor and Canada Research Chair, University of Alberta, février 2012

Carlo Cambini, Politecnico Torino, Italie, 24 janvier au 3 février 2012

Dominique Gross, SFU, Simon Fraser University, Vancouver, 15 mars-15avril 2012

Arie Hillman, Bar-Ilan, University, Israel, 23 février au 1er mars 2012

Simon Langlois, Université Laval, Québec, Canada, 28 mars au 04 avril 2012

Graham Loomes, Warwick University, du 9 au 14 janvier.

Mini-cours (The behavioral economics of decision under risk or uncertainty) à l'école d'hiver du Master «Economie et Psychologie» et séminaire de recherche.

Kaiyu Lu, Chinese Academy of Agricultural Sciences, janvier 2012-janvier 2013

Peter Neary, Oxford University, mars-avril 2012

Richard Pomfret, University of Adelaide, Australia, mars-mai 2012 Michael M. Ting, Columbia University, mars 2012

Nicolas Schmitt, University Drive, Simon Fraser University, 15 mars-15avril 2012

Chiara Tomasi, Université de Pise, Italie, Février-mars 2012

Benjamin Yamb, Université de Douala, Cameroun, mars-mai 2012

530 milliards d'euros

C'est le montant alloué par la Banque centrale européenne le 29 février dernier à quelque 800 banques de la zone euro au taux très bas de 1% pour une durée exceptionnelle de 3 ans. Cette opération fait suite à celle de décembre dernier (489 milliards prêtés à 523 banques)

INTERVENTIONS MÉDIATIQUES

Bruno Amable

- La mort annoncée du modèle social européen, *Libération*, 28 février 2012
- L'interprétation du rêve (français), *Libération*, 31 janvier 2012
- L'Allemagne est-elle un modèle pour la marginalité économique? *Libération*, 3 Janvier 2012

Antoine d'Autume

Faut-il réformer la réforme des retraites ?, Interview et Chat pour le magazine *Challenges*, Janvier 2012

Jean-Claude Barbier

- La flexibilité contre les salariés, *L'Humanité*, 5 mars 2012
- chronique «Europe, le despotisme éclairé contre la protection sociale », *Monde.fr*, Le 12 mars 2012

Marie-Agnès Barrère-Maurisson

Interview sur «les nouvelles formes de famille», commentaire du sondage Ipsos, parue dans *Femme actuelle*, 5 mars 2012.

Jean-Claude Berthélemy

- Lutter contre la pauvreté est aussi une priorité, *Le Figaro*, 16 décembre 2011 (dossier du Figaro-sciences sur l'alimentation à l'horizon 2050)
- Deux visions différentes du rôle des grandes entreprises - «social business» ou «bottom of the pyramid»? Un peu des deux, *Le Monde*, 6 mars 2012 (dossier du Monde-économie sur la lutte contre la pauvreté)

Christophe Boucher

- Interview *Radio Canada* (15 décembre 2011)
- Rubrique mensuelle dans *l'Agefi* : Une plus grande visibilité pour la sélection des gérants (janvier 2012) ; Un risque de sous-performance qui se réduit (février 2012) ; Les marchés gouvernés par le sentiment dans le trading range (mars 2012)

Gunther Capelle-Blancard

- En finir avec la banque universelle ?, *Le Monde*, 25 janvier 2012.
- Les agences ne font que constater une dégradation, *www.centre-presse.fr*, 7 décembre 2011
- Pourquoi il faut taxer les opérations financières ? *RMC*, 26 janvier 2012.
- La France et son triple A, *L'expansion*, 16 janvier 2012.
- Geir Haarde, bouc émissaire de la crise financière islandaise ?, *France 24*, 5 mars 2012
- Les investisseurs ont leur propre logique, la Nouvelle République, 14 janvier 2012

Jézabel Couppey-Soubeyran

- La courbe de Lorenz, *Alternatives économiques* n°3,11, mars 2012.
- La courbe de Phillips, *Alternatives économiques* n°310, février 2012.
- Le renforcement des normes prudentielles : un prétexte à la hausse des frais bancaires, *Newsring*, 27 février 2012

- Mais que valent ces monnaies locales que l'on voit réapparaître ?, *Atlantico*, 5 février 2012
- Le Master Contrôle des risques bancaires, sécurité financière, conformité forme aux métiers de la conformité et du contrôle interne, *LinkFinance/Le blog*, 14 février 2012
- La Fed est-elle en train de voler au secours de la zone euro sans le dire ?, *Atlantico*, 4 janvier 2012 (en coll. avec Emmanuel Carré).
- La courbe de Laffer, *Alternatives économiques*, n°309, janvier 2012. A quoi servent les banques ?, *Alternatives économiques*, n°309, janvier 2012.
- Les élus se sont laissés abuser par les banquiers, *Newsring*, 14 décembre 2011

Jérôme Gautié

une interview dans le magazine *Entreprise & Carrières* - N° 1086 du 06/03/2012 sur le coût du travail et la compétitivité

Gaël Giraud

- Télévision : *France-2* «Le jour du Seigneur», dimanche 19 février, 10h.
- Journal de 20 heures, 26 janvier, *France-3 Normandie*. entretien.
- Conférence grand public au Centre culturel La Baume-les-Aix, 19 janvier : «Comment empêcher la main-mise financière sur l'économie ?», Aix-en-Provence.
- 26 janvier, Rouen, Centre culturel : «Faut-il en finir avec le capitalisme ?».
- 2 février : Notre-Dame de Pentecôte, La Défense : «Regards chrétiens sur l'actualité financière internationale».
- 5 mars, «Quelle gouvernance pour les marchés, quels rapports entre le politique et le financier?» Centre Sèvres (Paris), avec Charles-Henri Philippi (Citi Bank) et Jean-Pierre Jouyet (AMF).

Angela Luci

Le modèle économique allemand - un modèle pour la France ?, *France Culture*, le 06 février 2012

Mathilde Maurel

Interview pour le journal polonais *Dziennik-Gazeta Prawna* sur les perspectives européennes, le 3 février 2012

Jean-Marie Monnier

- Participation au Mag éco, *Radios Chrétiennes en France*, enregistrement le 25 avril 2012
- Interview dans le cadre du supplément «Impôts», *Le Dauphiné libéré*, 9 mai 2012

Jean-Luc Outin

Interview pour une journaliste de l'Express sur les travailleurs pauvres (numéro de mars 2012)

Christophe Ramaux

- Secteur public : une production sous-estimée», article paru dans *Politis*, n°1160, 8 mars 2012
- Dette publique. Gare au catastrophisme libéral» dans *Alternatives économiques*, Hors-série n°91, La dette et ses crises, p. 59, février 2012
- Dettes publiques : gare aux leurs», *Marianne*, n°773, 11 février 2012
- La dépense publique n'est pas une charge», *Marianne*, n°773, 11 février 2012
- La dépense publique, bonne pour le bien-être social et l'emploi», *L'Humanité*, 10 janvier 2012

Julie Valentin

- La Rupture conventionnelle a-t-elle fluidifié le marché du travail ? Intervention dans *Liaison sociale* de mars 2012

Responsable Éditoriale
Tonia Lastapis :
tonia@univ-paris1.fr
avec la collaboration de
d'Anna Egea
anna.egea@univ-paris1.fr
Responsable scientifique
Jean-Marc Tallon



Centre d'Économie de la Sorbonne
UMR 8174 du CNRS
Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne
106-112 Bd. de l'Hôpital
75647 Paris cedex 13



Mars 2012 – n°13

Les Publications du CES 2011-2012 déposées dans HAL depuis le mois de novembre 2011

Les articles dans des revues à comité de lecture

- **Ahamada Ibrahim, Boutahar Mohamed**, « Power of the KPSS test against shift in variance: a further investigation », *Economics Bulletin*, 2012, vol.32, n°1, pp. 854-865.
- **Ahamada Ibrahim, Coulibaly Dramane**, « Remittances and growth in Sub-Saharan African countries: Evidence from panel causality test. », *Journal of International Development*, 2012, n°, pp. 1-18.
- **Barbier Jean-Claude**, « 'Introduction: EU Law, Governance and Social Policy' », *European Integration online Papers (EIoP)*, 2012, vol.16, n°1, pp. 1-8.
- **Barbier Jean-Claude, Colomb F.**, « Protection sociale et droits sociaux entre menaces et opportunités: le droit européen comme dieu Janus », *Revue française des affaires sociales*, 2012, n°2.
- **Barbier Jean-Claude, Colomb Fabrice**, « EU Law as Janus bifrons, a sociological approach to "Social Europe" », *European Integration online Papers (EIoP)*, 2012, vol.16, n°1, Article 2, pp.1-25.
- **Benchimol Jonathan, Fourçans André**, « Money and risk in a DSGE framework: A Bayesian application to the Eurozone », *Journal of Macroeconomics*, 2012, vol.34, n°1, pp. 95-111.
- **Blancheton Bertrand, Bordes Christian, Maveyraud Samuel, Rous Philippe**, « Risk of Liquidity and Contagion of the Crisis on the US, UK and Euro Area Money Markets », *International Journal of Finance and Economics*, 2012, online first 10 mars 2011.
- **Bottazzi Jean-Marc, Luque Jaime, Páscoa Mário**, « Securities market theory: Possession, repo and rehypothecation », *Journal of Economic Theory*, 2012, In Press, Corrected Proof (Available online 5 January 2011).
- **Bricongne Jean-Charles, Fontagné Lionel, Gaulier Guillaume, Vicard Vincent, Taglioni Daria**, « Firms and the global crisis: French exports in the turmoil », *Journal of International Economics*, 2012, online first 6 août 2011, In Press Corrected Proof.
- **Chatelain Jean-Bernard, Ralf Kirsten**, « Les revues d'excellence en économie et en gestion : discordances entre la classification de l'AERES (2008) et les facteurs d'impact par les citations selon les domaines », *Revue Economique*, 2012, vol.63, n°1, pp. 157-168.
- **Chi-Chur Chao, Sgro Pasquale M, Laffargue Jean-Pierre**, « Environmental Control, Wage Inequality and National Welfare for a Tourism Economy », *International Review of Economics and Finance*, 2012, vol.22, pp. 201-207.
- **Claude Denis, Figuières Charles, Tidball Mabel**, « Regulation of Investments in Infrastructure. The Interplay between Strategic Behaviors and Initial Endowments », *Journal of Public Economic Theory*, 2012, vol.14, n°1, pp. 35-66.
- **D'Albis Hippolyte, Lau Sau-Him Paul, Sanchez-Romero Miguel**, « Mortality transition and differential incentives for early retirement », *Journal of Economic Theory*, 2012, vol.147, n°1, pp. 261-283.
- **D'Albis Hippolyte, Thibault Emmanuel**, « Optimal annuitization, uncertain survival probabilities, and maxmin preferences », *Economics Letters*, 2012, vol.115, n°2, pp. 296-299.
- **Etner Johanna, Jeleva Meglena, Tallon Jean-Marc**, « Decision theory under ambiguity », *Journal of Economic Surveys*, 2012, vol.26, n°2, pp. 234-270.
- **Fleckinger Pierre**, « Correlation and relative performance evaluation », *Journal of Economic Theory*, 2012, vol.147, n°1, pp. 93-117.
- **Hendrix Eligius, De Ridder Annelies, Rusinowska Agnieszka, Saiz Elena**, « Coalition formation: the role of procedure and policy flexibility », *Group Decision and Negotiation*, 2012, 21 pages.
- **Herrera Rémy**, « Tourisme et développement dans les Caraïbes. Le cas de Cuba », *Mondes en développement*, 2012, vol.40, n°157
- **Jarreau Joachim, Poncet Sandra**, « Export sophistication and economic growth: Evidence from China », *Journal of Development Economics*, 2012, vol.97, n°2, pp. 281-292.
- **Laffargue Jean-Pierre**, « Epidemics and fertility in a Malthusian economy », *Mathematical Population Studies*, 2012, vol.19, pp. 4-26.
- **Massoni Sébastien, Vergnaud Jean-Christophe**, « How to improve pupils' literacy? A cost-effectiveness analysis of a French educational project », *Economics of Education Review*, 2012, vol.31, n°1, pp. 84-91.
- **Monnier Jean-Marie**, « Pour la réforme sans l'individualisation », *Travail, genre et sociétés*, 2012, n°27, pp. 157-162.

- **Rusinowska Agnieszka**, « Book review on "Bezalel Peleg and Hans Peters: Strategic Social Choice. Stable Representations of Constitutions" », *Social Choice and Welfare*, 2012, 5 pages.
- **Tropeano Jean-Philippe, Cosnita Andreea**, « Do remedies affect the efficiency defense? An optimal merger-control analysis », *International Journal of Industrial Organization*, 2012, On line.

Les Chapitres d'ouvrages

- **Barbier Jean-Claude**, « Flexicurité », in A. Bevort, A. Jobert, M. Lallement, A. Mias (dir.), *Dictionnaire du travail*, PUF, 2012, pp.315-320 [Quadrige]
- **Gautié Jérôme**, « Coût du travail », in Antoine Bévort, Annette Jobert, Michel Lallement, Arnaud Mias (dir.), *Dictionnaire du travail*, Presses Universitaires de France, 2012, pp.161-166
- **Grefe Xavier**, « The Role of Mediated Communities », in Santagatta Walter, Enrico Bertacchini (dir.), *Common Goods in Culture*, Edward Elgar Publishing, 2012, pp.124-138
- **Jaeger C., Paroussos Leonidas, Mangalagiu Diana, Kupers Roland, Tabara J. David, Mandel Antoine**, « Assessing Green Growth: the Case of Europe », in *Action for climate: Beyond the zero-sum game*, Routledge, 2012, pp.102-119
- **Tinel Bruno**, « Labour, labour power and the division of labour », in Ben Fine and Alfredo Saad-Filho (dir.), *The Elgar Companion to Marxist Economics*, Edward Elgar, 2012, pp.187-193

Les Documents de travail du CES

• 2012

- [2012.18] - Sarah Brockhoff, Stéphane Rossignol, Emmanuelle Taugourdeau, "The three worlds of welfare capitalism revisited"
- [2012.17] - Christian Gormsen, "Intransparent Markets and Intra-Industry Trade"
- [2012.16] - Pauline Bourgeon, Jean-Charles Bricongne, Guillaume Gaulier, "Financing Time to Trade"
- [2012.15] - Christian Gormsen, "The Declining Barriers to Foreign Direct Investments and How to See Them" [2012.14] - Wassim Daher, Harun Aydilek, Fida Karam, Asiye Aydilek, "Insider Trading With Product Differentiation"
- [2012.13] - Ahmet Ozkardas, Agnieszka Rusinowska, "Wage bargaining with discount rates varying in time under exogenous strike decisions"
- [2012.12] - Carmen Camacho, Agustín Pérez-Barahona, "Land use dynamics and the environment"
- [2012.11] - Jean-Bernard Chatelain, Kirsten Ralf, "Les liaisons fallacieuses : quasi-colinéarité et «suppresseur classique», aide au développement et croissance"
- [2012.10] - Jean-Marc Bottazzi, Jaime Luque, Mário R. Páscoa, "Trading and rational security pricing bubbles" [2012.09] - Jean-Marc Bottazzi, Jaime Luque, Mário R. Páscoa, Suresh Sundaresan, "The Dollar Squeeze of the Financial Crisis"
- [2012.08] - Dominique Guegan, Zhiping Lu, Beijia Zhu, "Comparaison of Several Estimation Procedures for Long Term Behavior"
- [2012.07] - Ibrahim Ahamada, Djamel Kirat, "The impact of phase II of the EU ETS on the electricity-generation sector"
- [2012.06] - Michel Grabisch, Peter Sudhölter, "The Bounded Core for Games with Precedence Constraints"
- [2012.05] - Bertrand Wigniolle, "Optimism, pessimism and financial bubbles"
- [2012.04] - Arthur Foch, "Un soutien appuyé malgré des effets limités : comment expliquer le paradoxe de la privatisation des infrastructures de la BM en Afrique sub-saharienne ?"
- [2012.03] - François Facchini, Mickaël Melki, "Political Ideology and Economic Growth in a Democracy: The French Experience, 1871-2009 "
- [2012.02] - Rania Hentati-Kaffel, Jean-Luc Prigent, "Structured portfolio analysis under SharpeOmega ratio"
- [2012.01] - Christophe Boucher, Bertrand Maillet, "Prévoir sans persistance"

• 2011, 10 derniers numéros

Voir collection complète : <http://ces.univ-paris1.fr/cesdp/CESFramDP2011.htm>

- [2011.85] - Bruno Leclerc, Bernard Monjardet, "Aggregation and residuation"
- [2011.84] - Jean-Marc Bonnisseau, Achis Chery, "On the rank of payoff matrices with long-term assets"
- [2011.83] - Peter Martey Addo, Monica Billio, Dominique Guegan, "A test for a new modelling: The Univariate MT-STAR Model"
- [2011.82] - Nicolas Chatelais, "Taille de pays et stratégie de concurrence fiscale des petits pays"
- [2011.81] - Nicolas Chatelais, "Taille de pays et croissance en Europe"
- [2011.80] - Nicolas Chatelais, "Comportements stratégiques fiscaux des petits pays en Europe"
- [2011.79] - Nicolas Chatelais, "Elasticité des bases fiscales (composées des profits des sociétés) en Europe"
- [2011.78] - Jean-Claude Barbier, "Employment precariousness in a European cross-national perspective. A sociological review of thirty years of research" [2011.77] - François Facchini, Mickaël Melki, "Optimal Government Size and Economic Growth in France (1871-2008): An Explanation by the State and Market Failures"
- [2011.76] - Antoine d'Autume, Katheline Schubert, Cees Withagen, "Should the carbon price be the same in all countries?"